(1)

(N° 146.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 AVRIL 1890.

Budget du Ministère des Chemins de fer, Postes et Télégraphes
pour l'exercice 1890 (1).

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LE GOUVERNEMENT.

Bruxelles, le 12 mars 1890.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Au moment où va s'ouvrir la discussion du Budget de mon Département pour l'exercice 1890, je crois devoir soumettre à la Chambre quelques amendements nouveaux destinés à mettre les crédits auxquels ils se rattachent en rapport plus exact avec les besoins constatés.

Ces amendements s'appliquent aux articles suivants du projet de Budget révisé: (*Documents de la Chambre*, n° 5, pp. 147 à 187 de la session de 1889-1890.)

CHEMIN DE FER.

Votes et travaux.

ART. 15. — *Billes, rails, matériel fixe tenant à la voie.*

L'allocation demandée en dernier lieu est de fr. 4,585,000 »
Il est nécessaire de l'augmenter d'une somme de 225,000 »
représentant la hausse considérable qu'ont subie les prix des
accessoires des rails et des appareils spéciaux de la voie,
adjudgés depuis le dépôt des premiers amendements.

L'allocation doit donc être portée à fr. 4,810,000 »

(1) Budget, n° 119, VIII (session de 1888-1889).
Amendements du Gouvernement, n° 5, VIII.
Rapport, n° 143.

TRACTION ET MATÉRIEL.

ART. 20. — *Combustible et autres objets de consommation pour la traction des convois.*

L'allocation inscrite, pour le combustible, au projet de Budget amendé a été établie d'après les prix de 1889.

La hausse qui s'est produite depuis lors entraînera une augmentation de dépenses de	fr.	4,500,000	»
qui, ajoutée à l'allocation prévue en dernier lieu, ou		5,644,700	»
		<hr/>	
portera celle-ci à la somme de	fr.	10,144,700	»

TÉLÉGRAPHES.

ART. 42. — *Traitements, etc.*

Un certain nombre de fonctionnaires et employés se trouvent dans les conditions prévues par l'article 411 de l'arrêté organique du 13 novembre 1877. Il y a donc lieu de porter de 2,784,156 francs à 2,792,156 francs (soit une augmentation de 8,000 francs) le crédit porté en dernier lieu à l'article 42 et dans la supputation duquel cette augmentation réglementaire n'avait pas été prévue.

MARINE.

Traction et matériel.

ART. 51. — Le renchérissement du prix des charbons nécessite une augmentation de crédit évaluée à

	fr.	550,000	»
--	-----	---------	---

D'autre part, les chaudières du steamer « La Belgique » doivent être renouvelées.

La dépense de		80,000	»
-------------------------	--	--------	---

qui en résultera constitue une charge temporaire, mais qui, par sa nature, se rattache au Budget ordinaire.

TOTAL.	fr.	450,000	»
----------------	-----	---------	---

Le crédit primitivement demandé étant de		1,265,706	»
--	--	-----------	---

il devrait, conséquemment, être porté à	fr.	1,696,706	»
---	-----	-----------	---

Veillez, Monsieur le Président, communiquer ces amendements à la Chambre, le rapport de la section centrale ayant été déposé, et agréer la nouvelle assurance de ma haute considération.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes,
J. VANDENPEEREBOOM.*